



# Infos en bref n°5

Publication du GTD - Groupe de Travail  
Désertification - animé par le CARI en lien avec  
le CRID avec le soutien du MEDD

*Publication trimestrielle - Vous pouvez être destinataires sur simple demande au CARI*

## La parole du trimestre

« Il faut creuser les puits aujourd'hui pour éteindre les soifs de demain. »

Proverbe peul

## Au Sommaire

### 1 CRIC du 11 au 22 novembre 2002 à la FAO à Rome

#### 1.1 préparation du CRIC

##### 1.1.1 CRIC régional Europe à Genève en juillet 2002

##### 1.1.2 Examen des rapports préparatoires au CRIC

#### 1.2 Processus UNCCD : CRIC 1 à Rome du 11 au 22 novembre 2002

### 2 le GTD rappel aux derniers de la classe

### 3 Le GTD à l' Université d'été du CRID : des ateliers pour comprendre et agir à destination des militants associatifs

### 4 Le GTD au Sommet de la Terre de Johannesburg : un atelier au Waterdome et une participation aux débats

### 5. ENID : week-end de travail de l'initiative de réseau européen sur la désertification

### 6 Réunion « Désertification et Environnement mondial (biodiversité et changement climatique) ; proposition d'indicateurs pour projets de développement »

### 5 Brèves

### 6 Ca avance sur le terrain !

### 7 Faites-vous connaître et reconnaître !

### 8 Publications

### 9 On en parle dans la presse

### 10 Les sites Internet



## **1- le CRIC**

### **1.1 Préparation au CRIC**

#### **1.1.1 CRIC régional pour l'Europe à Genève en juillet 2002**

Le CARI a assisté à la réunion préparatoire Régionale du CRIC pour la Méditerranée occidentale et les pays d'Europe centrale et de l'Est en juillet 2002 à Genève.

Un ensemble de présentations de bonne qualité se sont succédées mettant en lumière un intérêt croissant pour la CCD comme un outil permettant d'approcher les problèmes liés à l'environnement global et de participation.

Sur ce dernier point l'ONG BIOS (Moldavie) a fait une présentation particulièrement intéressante sur un ensemble d'actions de sensibilisation y compris en direction du jeune public.

A noter également les trois présentations faites par la Commission Européenne et portant respectivement sur l'action de l'UE en faveur de la LCD ainsi que les lignes budgétaires y afférant, les actions et programmes de recherche en lien avec la LCD ainsi qu'une présentation très fouillée d'une démarche vers la protection des sols en Europe .

Enfin des apports de différentes agences des l'ONU (dont la FAO, Division de l'environnement et des établissement humains, le PNUE, le Secrétariat pour la réduction des catastrophes, etc...) ont permis de mieux comprendre les différents niveaux de réflexion mais aussi la complexité de leurs articulations .

Contact : [www.unccd.int](http://www.unccd.int)

#### **1.1.2. Examen des rapports préparatoires au CRIC**

##### **❖ sur le rapport de la France :**

La lecture du rapport permet d'avoir une vision générale des actions de la France en matière de LCD autant du point de vue des structures de financement, d'orientations et de conseil.

En résumé, il faut noter l'effort de la France en matière de LCD, néanmoins la démarche par projet semble largement dominante et se fait au détriment d'une démarche globale, le secteur de la recherche est très impliqué et pas forcément avec les outils les plus adaptés à la LCD, les nombreux résultats n'étant pas fondés sur les mêmes indicateurs sont difficilement comparables et ne permettent pas de caractériser les priorités françaises dans ce domaine.

En ce qui concerne la société civile, la France souhaite prendre en compte son implication, notamment par le biais du GTD, même si « par ailleurs la démarche bottom-up préconisée dans le cadre de la LCD est peu opérationnelle dans les projets de protection de l'environnement mondial » : constat ou profession de foi ?



❖ **sur le rapport de l'UMA :**

Créée en 1989 , l'Union du Maghreb arabe comprend l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et la Mauritanie. Constituant ainsi un cadre institutionnel d'intégration régional, l'UMA est un outil particulièrement approprié pour la mise en œuvre des dispositions de la CCD sur le plan sous-régional.

Le PASR maghrébin : plan d'action sous-régional de mis en œuvre de la CCD (1999) est constitué de cinq orientations (accès à l'information, l'amélioration des connaissances sur les phénomènes de dégradation des ressources naturelles, le renforcement des capacités, la mise au point d'une stratégie de lutte contre les effets de la sécheresse, la promotion de la coopération locale et inter-régionale dans la lutte contre la désertification et l'engagement de programmes transfrontaliers) déclinées en six projets.

A la lecture du rapport, il semble que les projets en matière de lutte contre la désertification initiés par L'UMA ne sont encore que très récents : il en résulte peu de réalisations et de résultats. Sur tout ce programme rien n'est malheureusement dit sur la manière dont ces résultats sont actuellement en cours d'acquisition ni sous quelle forme, ni avec qui, ni avec quels moyens.

En ce qui concerne, l'accord entre le Mécanisme Mondial et l'UMA (2001), si les orientations de ce chapitre sont particulièrement intéressantes, aucun paramètre, indicateur ou chiffre ne permet d'avoir une appréciation réelle des avancées.

❖ **Sur le rapport du CILLS (Comité permanent inter-état de lutte contre la sécheresse dans le Sahel) :**

Les actions sont amorcées mais d'une part aucune analyse de leurs impacts n'est possible du fait d'un problème de coordination (manque de concertations des acteurs de terrains et par voie de conséquence manque de cohérence, l'existence d'Agrymet semble fournir un état des lieux mais pas d'analyse...), d'autres part, on ne peut que s'inquiéter de cette vision de la recherche scientifique sans préoccupation de restitution à la base ni de mise en pédagogie pour le plus grand nombre. Il n'est pas étonnant dans cette optique que les indicateurs et repères de participation de la société civile ne soient même pas évoqués comme une piste à creuser.

Parmi les facteurs limitants, on constate toujours la perception des Plans Nationaux comme des programmes sectoriels ainsi qu'une insuffisance des outils et produits en matière de suivi-évaluation. Le leitmotiv de l'insuffisance des ressources financières est systématiquement évoqué.

Ces rapports et documents sont disponibles sur simple demande au CARI, ([cariassociation@aol.com](mailto:cariassociation@aol.com) ou [caristephanie@aol.com](mailto:caristephanie@aol.com) ).



## **1.2.Processus UNCCD : CRIC 1 à Rome du 11 au 22 novembre 2002**

Après les conférences des parties (Cop) 1 à 5 la CCD prévoyait la tenue d'un CRIC c'est-à-dire une inter-session de revue et d'évaluation de la mise en œuvre de la CCD. Critiqué par les uns, fortement souhaité par les autres, cet exercice s'est déroulé au siège de la FAO à Rome et plusieurs membres du GTD ont suivi une partie des travaux. s'étalant sur une quinzaine de jours.

A signaler, une moins forte participation des états qu'au cours des Cop et une très faible participation des ONG originaires de seulement 28 pays, la France et l'Italie étant les plus représentées à ce niveau. Au préalable le GTD en lien avec l'ENID s'était livré à l'analyse de plusieurs rapports dont ceux de la France, de l'UMA, du CILLS ainsi que du rapport sur l'Asie (ENID) plus particulièrement sous l'angle de la participation. De ces lectures sont rapidement ressortis d'importants constats d'absence de méthodologie d'investigation et d'évaluation commune et préalablement établie. L'échelle n'étant pas définie et les valeurs repères n'étant pas identifiées, l'exercice d'évaluation s'avère difficile voire impossible. Par ailleurs certaines assertions convenues sur la participation font ressortir de nombreuses questions à ce sujet et pour partie un démenti pour ce qui concerne le Maghreb.

La première semaine du CRIC consacrée à la restitution des rapports régionaux (selon les cinq annexes de la convention) et la présentation d'études de cas a laissé la plupart des participants sur leur faim. En effet les présentations et rapports sur le mode narratif sans méthode d'analyse comparative ni critères ou indicateurs de performance n'offraient qu'un intérêt médiocre, chacun s'employant à justifier son action...

La deuxième semaine consistant en la remise à plat de la semaine 1 fut nettement plus dynamique. Les questions sur les insuffisances du processus du CRIC sont ressorties dès lundi pour l'Afrique et mardi pour l'Europe : impression de remplissage, demande d'indicateurs, demande de méthodologie, etc.... La toute nouvelle disposition du FEM lui permettant d'être l'un des instruments financiers de la CCD - sur le thème de la dégradation des terres comme affectant l'écosystème global - a été très largement questionnée ; aboutissement pour les uns et incrédulité pour les autres, demandes de modalités d'accès précises...Certains ont tenu à tempérer l'enthousiasme en rappelant que le FEM finançait déjà ici ou là des actions de LCD pour un montant avoisinant 250 millions de USD et que la nouvelle disposition allait simplement doubler cette implication encore très loin des besoins de la CCD. Des questions sur le mode de financement largement insuffisant pour le FEM lui-même ont été évoquées.

Le CRIC a aussi mis en lumière des lignes de fracture entre les supporters du Mécanisme Mondial et ses détracteurs, en particulier à propos de son mandat (principe) mais aussi de ses avancées . A l'évidence le CRIC 2 aura un rôle déterminant sur l'évaluation du MM (Mécanisme Mondial) dans la mission de mobilisation des acteurs et des ressources qui lui est confiée.

L'ENID (initiative de réseau européen sur la désertification) dont le GTD est membre fondateur depuis 2001 a fait deux interventions publiques en séance plénière les 18 et 19 novembre . Ces interventions en français portaient sur la participation et les indicateurs (textes disponibles au CARI) et ont provoqué des débats particulièrement animés, en particulier au sujet de la nomination du groupe de 25 experts du



CST parmi lesquels ne figure aucune ONG . Le coordinateur du CST et divers intervenants ont soutenu la position de l'ENID.

Un débat sous forme de table ronde a eu lieu au cours de la séance de dialogue interactif du 20 novembre avec un panel constitué de représentants de la science , de la FAO, du FIDA, du PNUD, du secteur privé (BAYER) et une entreprise du Niger, de la société civile (ONG malienne), du secrétariat du CAD (OCDE) etc...Les questions souvent assorties de trop longues prises de paroles n'ont pas permis un échange aussi intense que souhaité. Toutefois certaines déclarations méritent d'être relevées :

- ❖ La décentralisation est une condition nécessaire mais pas suffisante pour assurer la participation ... (une ONG) - La participation est coûteuse (un pays partie) mais ceux-ci peuvent être réduits si le processus est prévu en amont - trop de sollicitations de participation ont généré une certaine lassitude (un pays partie)
- ❖ La sensibilisation des élus est à entreprendre car ils sont sur le terrain et disposent d'un domaine de compétences incluant les ressources naturelles (un élu du Burkina)
- ❖ Les filières valorisant les productions des zones arides et restaurant à la fois les dynamiques écologiques de ces zones sont à stimuler et appuyer (un entrepreneur du Niger sur la gomme arabique)
- ❖ Le secteur privé est désireux de s'investir dans la LCD à la condition incontournable de réaliser en même temps des profits (Bayer) - ce qui pose la question de la compatibilité entre lutte contre la pauvreté et génération de profits (NDLR)
- ❖ Des études comparatives sur des projets qui ont marché s'imposent pour cop6 (CST)
- ❖ Des fonds existent pour des activités des ONG sur le terrain, en particulier le lancement de ces projets (FIDA)
- ❖ Nous avons mobilisé bien plus de ressources pour discuter de la CCD que pour sa mise en œuvre (PNUD)
- ❖ La sécurité alimentaire est à la base de tout : c'est elle qui supporte tout le reste . la FAO édite un document sur le lien entre pauvreté/sécurité alimentaire/lutte contre la désertification (FAO)
- ❖ On ne comprend toujours pas la capacité de production des populations des zones arides : il faut investiguer (PNUD)
- ❖ La convention UNCCD est la plus importante des conventions (un pays partie)
- ❖ Les liens entre la LCD et la lutte contre la pauvreté ne sont pas évidents : nous avons besoin d'indicateurs, en particulier économiques (CAD)
- ❖ Il faut adopter une démarche pro-active et inclure les besoins en matière de LCD dans les programmes d'aide (CAD) et passer d'une logique de bénéficiaire à une logique d'acteur (NDLR).
- ❖ Clarifier le lien LCD/sécurité alimentaire et établir le lien avec les migrations pour donner des arguments politiques à la LCD en Europe
- ❖ Les OGM ne résoudront pas le problème de la faim dans le monde mais 20 % de la production alimentaire mondiale sera liée aux OGM d'ici 15 ans dans le monde. 80 % des plantes modifiées - actuellement au nombre de 600, ne serviront pas dans l'alimentation mais dans divers autres domaines. 2000 scientifiques travaillent sur cette question en Chine ; certaines variétés créées utilisent l'eau de mer pour leur irrigation .(Bayer)



## LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

### Désertification et société civile - Novembre - Infos en bref n°5

- ❖ L'agriculture biologique n'est pas susceptible de répondre au problème de la faim dans le monde (Bayer) - l'agriculture industrielle non plus car ce n'est pas un problème de techniques mais d'accès aux facteurs de production en particulier les ressources naturelles pour une grande partie de la paysannerie pauvre dans le monde . dans ce domaine l'agriculture biologique (acception plus large que le seul cahier des charges) à un avantage comparatif indéniable .! (NDLR)
- ❖ Les subventions sont largement plus fortes que l'APD : de l'ordre de 1 milliard de USD de subventions par jour alors que l'APD est cinq fois moindre. Nous nous attendons à l'accroissement de l'APD dans les années à venir suite aux engagements de Johannesburg et au consensus de Monterrey. (CAD)

### Conclusion du président Biaou :

*« Nous devons apporter la preuve que les zones arides sont aussi des zones de production et devons considérer la CCD comme une Convention de développement des zones arides où vivent un milliard de personnes. »*

Toutes ces réflexions et chacune d'entre elles en particulier ouvre un débat soumis au GTD.

Contact : Patrice Burger [cariassociation@aol.com](mailto:cariassociation@aol.com) - Toutes infos sur le CRIC et les photos des séances - certains membres du GTD y figurent - ainsi qu'un rapport quotidien du déroulement sur le site de la Convention [www.unccd.int](http://www.unccd.int) ainsi que deux numéros du Bulletin des Négociations de la Terre - N° 161 et 162 - qui reprennent l'essentiel des contenus de chaque semaine



## **2 le GTD rappel aux derniers de la classe le GTD rappel aux derniers de la classe**

### **Les Objectifs du GTD**

- **La LCD (Lutte contre la désertification) dans les Relations européennes et internationales :** suivi des négociations internationales et des positions nationales et européennes, lobbying et rédaction de propositions non gouvernementales à l'attention des décideurs.
- **Le renforcement de l'information et sa mise en pédagogie** auprès des acteurs/ décideurs et le grand public focalisés sur :  
le processus de désertification (ce que c'est et comment ça fonctionne et ce que ce n'est pas...) ;  
la lutte contre la désertification (ce que recouvrent ces activités au nord et au sud),  
les implications sociales/ économiques/ environnementales de la LCD (en termes de développement)
- **Le développement d'actions de terrain de lutte contre la désertification:** capitalisation des expériences, échanges de bonnes pratiques
- Des activités en réseau
- Infos en bref : un bulletin électronique trimestriel et un fichier contact
- Un animateur et centre de ressources : le CARI basé à Montpellier
- Une information démultipliée par les collectifs CRID ( 45 ONG) CDTM (30 ONG) CSFD, RIOD, etc..

### **Créations d'outils pédagogiques 2002-2004**

- Réactualisation du « petit manuel de sensibilisation à l'usage des ONG »
- Une bande dessinée avec des enfants français et touaregs de l'Adrar des Iforas
- Une mallette pédagogique
- Un recueil de fiches d'expériences d'acteurs français
- Un site Internet

### **Membres du GTD par ordre alphabétique :**

**AFD** ( Agence Française du Développement) - **CARI** (Centre d'Actions et de Réalisations Internationales)- **CRID** (Centre de Recherche et d'Informations pour le Développement) - **CDTM34** (Centre de Documentation Tiers Monde) - **CSFD** (Comité Scientifique Français Désertification) - **EAU VIVE** - **ENDA Europe**( Environnement et Développement Tiers Monde) - **FIPA** (Fédération Internationale des Producteurs Agricoles) - **IFAID** (Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement) - **SOLAGRAL** (Solidarités Agroalimentaires)- **ROSELT/OSS**(Réseau d'Observatoires et de Surveillance Ecologique à Long Terme)



**Les projets thématiques en chantier:**

- **FIPA (Fédération Internationale des Producteurs Agricoles) en tant que chef de file du projet « Fiches d'expériences désertification : expériences d'agriculteurs : vers une démarche de développement durable »**
- **ENDA Europe (Environnement et Développement du Tiers Monde Europe) en tant que chef de file de 2 projets : « Analyse des politiques de coopération en matière de lutte contre la désertification » et « mise en place du portail "lutte contre la désertification" du Groupe de travail désertification (GTD) »**
- **SOLAGRAL en tant que chef de file du projet : « Liens possibles entre la Convention de lutte contre la désertification et les instruments des autres Accords multilatéraux sur l'environnement »**



### **3 Université d'été du CRID : rencontre des acteurs de la Solidarité Internationale et de l'Environnement pour le développement durable, Rennes, 3-7 juillet 2002**

L'université d'été des mouvements français de solidarité internationale visait à renforcer les capacités et connaissances des militants des collectifs français sur les grandes questions en débat. 2002 étant une année particulièrement chargé e en RDV internationaux dont le SMDD, ce dernier rendez-vous avant Johannesburg a permis de combler certaines lacunes, de préparer des arguments, d'identifier certains manques. La proximité des rencontres du Comité Français sur le Sommet Mondial du développement Durable (comité Mousel) dans la même, a permis de renforcer la mobilisation sans que toutefois une véritable articulation puisse se dégager de ces deux rencontres.

En lien avec le RAC -réseau Action climat, et Solagral, le GTD a proposé trois ateliers portant sur les trois conventions (Climat, Biodiversité et Désertification). L'objectif de ces ateliers était de faire connaître les conventions (climat, biodiversité, désertification), poser les problématiques, et surtout débattre.

- **Atelier du jeudi 4 juillet 2002 : « Equité climatique, désertification et biodiversité : un même combat contre la pauvreté? » co-animé par Stéphane Gueneau (SOLAGRAL), Fabrice Flipo (RAC-F) et Emilie Rousselou (CARI/CRID)**

Le développement des pays les plus pauvres de la planète est en grande partie basé sur l'exploitation de leurs ressources naturelles. Celles-ci sont en quantité limitée et leur surexploitation a des incidences environnementales majeures. Les enjeux relatifs à l'équité en matière d'accès (ou de pression possible) sur les ressources naturelles sont au cœur des relations et des négociations internationales. Ceci, d'une part parce qu'une grande partie de ces ressources environnementales contribuant au bien être de l'humanité est située au Sud, alors que les ressources financières sont concentrées au Nord. Et d'autre part, parce que le développement des pays pauvres sans destruction accélérée de l'environnement global supposerait en contrepartie une réduction drastique de la pression écologique des pays industrialisés : quelles remises en cause sont nécessaires (et par qui ?) Dans ce contexte où les enjeux sur l'environnement deviennent des questions de simple survie pour le plus grand nombre, les conventions sont-elles des instruments appropriés pour résoudre les problèmes d'inéquité et pour lutter contre la pauvreté ? Quels sont les tendances et enjeux à long terme ? Quelles sont les actions menées à l'heure actuelle pour y répondre et par qui ?



- **Atelier du Vendredi 5 juillet 2002 : « Conventions Climat, désertification, biodiversité et développement durable : des alibis ? » co-organisé par Fabrice Flipo (RAC-F), Pierre Castella (Solagral) et Michel Faucon (CRID)**

Le mode de développement occidental s'impose progressivement dans toutes les régions du monde. Or ce mode de développement n'est pas durable, reproductible et généralisable. Ce qui signifie que la pression écologique exercée par les pays industrialisés ne peut être maintenue sur la base du modèle actuel. Elle ne peut être généralisée ni à l'ensemble de la planète ni aux générations futures sans entraîner d'irréversibles dégâts écologiques et par conséquent sociaux sur la simple habitabilité de la terre .

Qu'est-ce que cela implique pour les générations présentes et futures, pour les pays industrialisés ? Qu'est-ce que la dette écologique ? Quelles sont les conséquences et les enjeux du changement climatique, de la réduction de la biodiversité et de la désertification ? En quoi les discours des enceintes onusiennes ne sont pas vraiment convaincantes au vu de la mise en œuvre réelle ?

Finalement ces conventions seront-elles capables de franchir les obstacles que leur impose le modèle dominant lorsqu'il s'agit de passer des discours aux actes ? Et le discours lui-même n'est-il pas en grande partie hypocrite ?

- **Atelier du samedi 6 juillet Conventions Climat, désertification, biodiversité : quelle place pour la société civile ? co-animé par Fabrice Flippo (RAC-F) , Emilie Rousselou Bonnin et Patrice Burger (GTD CARI/CRID) société civile ? »**

Ce dernier atelier avait pour objectif de donner des outils d'actions et d'implications pour des participants aux ateliers.

Une douzaine de personnes ont participé à l'atelier. Après la présentation de la problématique aux trois conventions, la parole a été donnée aux participants qui ont fait part de leurs expériences et de leurs éventuelles participations.

En conclusion de cet atelier, une synthèse des implications possibles dans la lutte contre la désertification, contre le changement climatique et pour la biodiversité a été proposée :

- Etat et ONG Internationales : recherche, éducation nationale, vote...
- Région : coopération décentralisée, organisation territoriales régionales
- Municipalités : lobbying par les campagnes d'envoi de cartes : Agir Ici, Agir pour l'Environnement, Association locale, Education à la citoyenneté
- ONG : adhésion ou action : lobbying, éducation, formation, etc.
- Citoyens : comportement quotidien : déplacement à vélo, tourisme durable(solidaire), commerce équitable, approche genre...
- Entreprises : les salariés des entreprises sont aussi des citoyens : action syndicale pour réorganiser les métiers, être solidaire avec les personnes devant se reconvertir , pour aller dans le sens d'une juste transition

Posez-vous cette question de temps à autre : où et comment habitez-vous ?



## **4 Le GTD au Sommet de la Terre de Johannesburg : un atelier au Waterdome et une participation aux débats**

Plusieurs membres du GTD ont pu se retrouver au SMDD à Johannesburg dans le cadre de diverses activités propres à chaque structure. Quelques rares rencontres consacrées à la CCD ont pu être suivies ici ou là, en particulier la présentation du projet Keita du Niger le 31 août à Sandton. Toutefois le GTD a pu réaliser une présentation de ses travaux au cours d'un atelier le 01 septembre au Waterdome.

Cet événement parallèle a été organisé par le CARI et s'est déroulé sur le pavillon français animé par le pS-Eau au Waterdome. Le thème retenu « eau et lutte contre la désertification : présentations et échanges d'expériences en lien avec la Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification » a permis de faire le lien entre ce lieu consacré aux questions relatives à l'eau et la désertification.

Cet atelier fut l'occasion de présenter le travail des acteurs français (Patrice Burger du CARI, Constance Corbier de l'AFD, Stéphane Gueneau de SOLAGRAL, Jean Bosco Bazié et Maggie White respectivement de Eau Vive Niger et France, Norah Ourabah de la FIPA) et de leurs partenaires étrangers (Ahmed Gargoura - ASOC/Tunisie - et Abdallah Habaaina - APEB/Algérie - représentants du RADDO, Catherine Ravazi du CENESTA en Iran).

L'atelier a réuni une trentaine de personnes dont des délégués de Mauritanie, du Niger, des représentants de l'Académie de l'Eau, du RIOD, FIPA, AFDI, FNSEA, CCFD, malgré l'absence de traduction qui a découragé plusieurs participants anglophones très intéressés.

Les représentants du RADDO avaient disposé des tapis et objets d'artisanat des oasis transformant ainsi le lieu en un espace convivial que le thé à la menthe servi à tous rendait encore plus sympathique. Cette même décoration fut laissée en place pour la visite et le débat sur le stand de Mme Bachelot, Ministre de l'Écologie et du Développement Durable.

Le temps a malheureusement manqué pour des échanges approfondis mais la liste des participants permettra ultérieurement des échanges complémentaires.

Un document de compte rendu succinct de cette manifestation sera publié.

Contact : Patrice Burger [cariassociation@aol.com](mailto:cariassociation@aol.com)



## **5. ENID : week-end de travail de l'initiative de réseau européen sur la désertification**

Ce réseau regroupe diverses coordinations ou regroupements d'ONG impliquées dans la lutte contre la désertification en Europe. Initialement baptisée « initiative de Francfort » le principe en a été jeté lors de la Cop 4 à Genève et concrétisé sous forme d'un premier atelier d'échanges à Francfort en 2001, puis de coopérations au cours de la cop5, d'un atelier à Montpellier en janvier 2002. Le CARI (France) et Désertification AG (Allemagne) sont des moteurs de ce processus impliquant désormais plus largement le GTD créé simultanément.

Le groupe comprend également Dryland Coordination Group (Norvège), Birdlife international (Royaume Uni), Swisscoalition (Suisse), CARE (pour le groupe des 92 Danemark), Both Ends (Pays Bas), MEDFORUM (Méditerranée)...

Pour cette 4<sup>ème</sup> rencontre de l'ENID les 16 et 17 novembre l'agenda comprenait diverses questions liées au CRIC (et ont par la suite fait l'objet de deux contributions en séances officielles), aux discussions entre l'ENID et l'unité de facilitation du RIOD, aux perspectives des groupes membres en Europe en matière de LCD, aux discussions programmées avec le Mécanisme Mondial.

Exceptionnellement le GTD était présent par trois de ses membres : CARI, SOLAGRAL et FIPA.

Le dimanche 17 novembre une rencontre entre l'ENID et le Mécanisme Mondial a permis de définir un certain nombre de principes d'actions communs pour la mobilisation des acteurs et des ressources pour la mise en œuvre de la CCD à l'échelle de l'Europe. Ces principes ont fait l'objet d'un document commun signé entre les deux parties au cours de la semaine. Un document de cadrage a été élaboré. Sur ces bases une autre rencontre a été organisée avec la Commission Européenne faisant suite aux discussions initiées à Cop5 et en janvier 2002 à Bruxelles. Un atelier de finalisation et de planification de ces actions réunira l'ENID à Montpellier fin janvier 2003.

Contact : Patrice Burger [carisassociation@aol.com](mailto:carisassociation@aol.com)



## **6 - Réunion « Désertification et Environnement mondial (biodiversité et changement climatique) ; proposition d'indicateurs pour projets de développement »**

A l'initiative du secrétariat du FFEM (fonds français pour l'environnement mondial = équivalent français du Fonds Mondial pour l'Environnement ) basé à l'AFD, une réunion restreinte a été convoquée pour assister à la restitution d'un travail du C3ED ( centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement) sur des indicateurs susceptibles d'être utilisés pour le suivi-évaluation de projets de LCD financés par le FFEM Plus particulièrement pour le suivi évaluation de l'Initiative Régionale Environnement Mondial et Lutte contre la Désertification en Afrique Sahélienne (IREMLCD) promue par la France à travers le CILLSS .

Participaient à cette réunion du 15 novembre l'AFD, le FFEM, C3ED, IRD, CILLSS, MAE, le CSFD et le CARI (pour le compte du GTD)

Compte tenu des points d'application spécifiques du FFEM sur la protection de la biodiversité, la lutte contre l'effet de serre et pour les eaux internationales, le FFEM souhaite approfondir la nature scientifique des relations entre ces trois thèmes et la désertification.

Le travail réalisé par Mélanie Requier sous la direction scientifique du CSFD a d'abord passé en revue la désertification sous l'angle de la notion Biens Publics Mondiaux ainsi que des dimensions humaines. Ensuite l'étude a porté sur la lutte contre la désertification comme phénomène d'environnement mondial notamment le lien avec la biodiversité et le changement climatique (tous deux objets d'une convention internationale spécifique )

Enfin l'étude a abordé une réflexion sur les indicateurs pour lutter contre la désertification . Entres autres les indicateurs discutés ici ou là qu'ils concernent l'environnement en milieu rural, les indicateurs de processus de mise ne œuvre de la CCD, les indicateurs de suivi de la désertification et de suivi d'impact de LCD.

De la conclusion de cette partie on retient surtout « qu'il existe probablement autant d'indicateurs que de regards cohérents (vison du monde) sur une situation donnée » et aussi que « les indicateurs de suivi de la désertification et d'impact de projets LCD ont fait l'objet de nombreux travaux à l' échelle locale et qu'il est important de s'appuyer sur ceux qui ont été proposés et calculés. Ces indicateurs peuvent être bio-physiques et socio-économiques. A un indicateur économique et à un indicateur du milieu naturel peuvent être associés un ou plusieurs indicateurs d'interface qui expliquent les liaisons les plus importantes entre les deux premiers (Sandron et Sghaier 2000) . Dans le cas précis de la lutte contre la désertification, les indicateurs d'interface se situent dans la sphère des pratiques agricoles et d'usage des ressources, c'est à dire qu'ils dépendent conjointement des contextes agro-écologiques et humains. Enfin un dernier type d'indicateur dit d'environnement mondial pourrait mettre en valeur les liaisons entre la désertification et deux compartiments de l'environnement mondial, le changement climatique et la biodiversité . »



## LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

### Désertification et société civile - Novembre - Infos en bref n°5

Les propositions concrètes qui suivent cette analyse consistent en une approche basée sur le principe de « contextualisation » c'est à dire d'adaptation des indicateurs au cas par cas en fonction de trois contextes types retenus : les zones pastorales, les zones d'agriculture pluviale, les zones irriguées .  
Suivent une batterie d'indicateurs bio-physiques et d'indicateurs d'interface appliquées aux trois zones ainsi que des indicateurs socio-économiques et des propositions d'indicateurs d'environnement mondial.

Ces travaux nous semblent d'un grand intérêt pour la mise en œuvre des projet de LCD et aussi pour la mise en œuvre de la CCD en général. En effet celle-ci se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins avec l'ouverture d'une fenêtre de financement du FEM dans laquelle il faudra justifier et argumenter les liens entre la LCD et l'environnement mondial. Sur un autre plan les critères et indicateurs susceptibles de renforcer la CCD face aux deux autres conventions sont également devenus d'une urgente nécessité ne serait-ce qu'à titre d'instruments de mesure comparatifs. Enfin la spécificité de la CCD dans ses affirmations socio-économiques risque à terme de baisser en crédibilité si les arguments, repères et indicateurs ne permettent pas d'étayer l'esprit et la lettre de ces affirmations pour lesquelles existe un consensus favorable mais qu'il faut mieux étayer.

Toutefois ces travaux ne seront aboutis que lorsque ces indicateurs auront réellement été - confrontés aux réalités de leur mise en œuvre sur le terrain et les projets. Il s'agit là d'un facteur limitant important qui nécessite aussi une stratégie de formation et de mise ne œuvre ainsi que des moyens.

Concernant les indicateurs de participation la plupart du temps oubliés, nous notons avec satisfaction leur prise en compte et serions à même de contribuer à leur précision et leur mise en œuvre . En particulier la caractérisation des processus d'information, de prise de décision, de modalités de réunions, de prise en compte des jeunes, de prise en compte des plus démunis, etc...

Nous avons sollicité Mélanie Ruquier pour une contribution sur ce travail dans le cadre de la réactualisation du « manuel de sensibilisation » du GTD

Contact : Constance Corbier - AFD - 5 rue Roland Barthès - 75 598 - Paris et Patrice Burger  
[cariassociation@aol.com](mailto:cariassociation@aol.com) - le rapport provisoire de 64 pages n'est pas public à ce stade



## 7 Ça avance sur le terrain !

- **Réhabilitation de Terroirs Villageois - Protection des cultures- Restauration de l'environnement et de la faune.**

Ils s'agit de projets initiés par les villageois (3 villages au Niger : Aymabaho, Burburkabé, Kangna) qui les ont transmis à SOS Sahel International pour la recherche de financements et exécution. Ces projets ont pour but de lutter contre la désertification en vue d'un développement durable.

### Résultats :

Economiques : amélioration de la protection agricole, du fourrage et de la santé.

Sociaux : frein de l'exode rural

Environnementaux : restauration de l'écosystème

Durabilité et répliquabilité : les travaux ayant été exécutés par les villageois eux-mêmes, ils sont capables en cas de besoin de le refaire sans concours extérieur.



Ruptures des vivres ou des crédits

Départ de certains villageois formés ainsi que les affectations répétitives des agents de l'état,

Le statut de certains terrains attribués au projet.



Aymabaho : c'est la fixation des dunes et les travaux sur les Koris (seuils) qui ont le plus d'impact

Burburkabé : travaux CES/DRS Plantation

Kangna :travaux CES/DRS Plantation - banque céréalière

*La fiche d'expériences de pratiques de lutte contre la désertification décrivant ce projet est disponible :*

Association : SOS SAHEL INTERNATIONAL

Personne à contacter : Docteur Harouna Bembello

Adresse : BP 11 542 Niamey

Pays : REPUBLIQUE DU NIGER

Tel :00 227 74 05 28

Fax : 00 227 74 05 28

Mail : [sossahel@intnet.ne](mailto:sossahel@intnet.ne)

CARI

Tel : + 33 (0) 4 67 55 61 18

Mail : [cariassociation@aol.com](mailto:cariassociation@aol.com) et [caristephanie@aol.com](mailto:caristephanie@aol.com)



## 8 Faites-vous connaître et reconnaître

- Vous pouvez faire les demandes d'accréditation auprès de l'UNCCD ( Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la désertification.

[www.unccd.int](http://www.unccd.int)

*La fiche de demande d'accréditation est téléchargeable sur le site :*

[www.unccd.int](http://www.unccd.int)

- Remplir la fiche « Etes-vous impliqués dans la lutte contre la désertification ? » vous permet en 10 minutes « top chrono » de savoir si vous êtes impliqués dans la lutte contre la désertification. Nombre d'entre-vous en sont acteurs sans même le savoir.

### OBJECTIFS :

1. **Pour vous même** : savoir si vous êtes impliqués, vous donner l'initiative de faire les procédures d'accréditation, vous permettre de nommer un ou plusieurs des objectifs de vos projets par le terme « lutte contre la désertification »
2. **Pour le GTD Groupe de Travail désertification** : mieux connaître les activités des acteurs français dans ce domaine, et donc mieux adapter ses activités, d'informations et de formation
3. **Pour tous les acteurs de la lutte contre la désertification** : remplir et s'échanger des fiches d'expériences de pratiques de lutte contre la désertification.

*Ces 2 fiches sont disponibles sur demande au CARI.*  
[cariassociation@aol.com](mailto:cariassociation@aol.com) et [caristephanie@aol.com](mailto:caristephanie@aol.com)



## 9 Brèves

- **La plate-forme électronique de l'Initiative Elevage, Environnement et Développement** (Initiative LEAD ; <http://www.virtualcentre.org/fr/frame.htm>) s'apprête à lancer sa première conférence électronique : « pastoralisme : évolution du contrôle et de la gestion de l'espace ». Cette conférence prendra la forme d'un débat par courrier électronique, animée à partir du 4 novembre, et pour une durée prévue de 3 mois. Inscription à l'adresse [mailserv@mailserv.fao.org](mailto:mailserv@mailserv.fao.org), en laissant l'objet en blanc et en inscrivant les informations suivantes dans le corps du message : subscribe LEAD-Pastoral-Econf-L « vos nom, organisme, pays »
- **Medrap( Mediterranean Regional Action Program) Workshop**  
« DEGRADATION / PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES EN MEDITERRANEE SEPTENTRIONALE : ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES, INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES»  
( Montpellier, 16 au 19 janvier 2003)

Trois groupes d'acteurs principaux seront invités à exposer leurs visions et leurs approches spécifiques relatives aux aspects socio-économiques et politiques de la dégradation des terres : les décideurs (politiques et institutionnels), la communauté scientifique (chercheurs et spécialistes des questions environnementales) et les communautés de base (organisations non gouvernementales, associations, groupements professionnels). Cette proposition permet, d'une part, d'exprimer, d'entrer les nuances dans les approches (pas forcément contradictoires) existantes entre les trois catégories d'acteurs et, d'autre part, de créer les conditions d'un échange (ou d'un débat ouvert) sur les pratiques et expériences des uns et des autres.

Les journées (deux ) comprendront :

- Un exposé général introductif.
- Des présentations sur les thèmes choisis par des acteurs invités appartenant aux trois groupes d'acteurs.
- Des tables rondes de discussion pour chaque thème.
- Un compte-rendu en séance plénière des conclusions des tables rondes.

Secrétariat d'organisation : F. Goupil, [Francoise.Goupil@mpl.ird.fr](mailto:Francoise.Goupil@mpl.ird.fr), tel : 04.67.41.62.50

- **Semaine de la solidarité internationale** : le collectif Soli13 a organisé le 23 Novembre une conférence à la faculté de la Timone à Marseille. Deux thèmes ont été abordés au cours de cette manifestation, d'une part l'accès à la santé dans les pays du sud et d'autres part la désertification. En ce qui concerne la désertification, Bernard Sellato, anthropologue, Jacqueline Crouzier de Greenpeace et Robert Morez du CARI ont dressé un tableau général sur la désertification.



## 10 Publications

- **Courrier de la planète- Développement durable (II)-Négociations sans lendemains ?**

Après avoir posé les bases du concept du développement durable ainsi que des organisations internationales qui s'y attachent de façon plus ou moins critiquable, cet ouvrage traite de la négociation : les actions de coopération, Johannesburg, la position de la France, de l'Afrique, des Ong, et des Syndicats). Enfin, dans un dernier chapitre les solutions envisagées sont vues sous divers angles de la gouvernance, les financements, et les entreprises.

Enfin, un récapitulatif historique du développement est présenté sous forme de graphique.

Prix : 6.10 €, 72p.

Contact au +33(0)4 99 23 22 80 et [solagral.mpl@solagral.asso.fr](mailto:solagral.mpl@solagral.asso.fr)

- **LCD dans les projets de développement**

Dans cet ouvrage, le CSFD (Comité Scientifique Français sur la Désertification) sollicité par l'AFD (Agence Française de développement) présente des moyens de lutte contre la désertification. Les auteurs se sont attachés à étudier la lutte contre la désertification dans les zones d'activités suivantes : zone de culture pluviales, zones pastorales et zones irriguées. Pour chaque zone, après avoir caractérisé le phénomène, les moyens de lutte sont énoncés, détaillés, contextualisés et même parfois débattus.. Cet ouvrage présente aussi trois études de cas détaillées (Tchad, Burkina Faso, Niger), riches d'enseignement. Enfin la dernière partie porte sur une réflexion sur la contextualisation des techniques et méthodes de LCD, les modes d'intervention des différents acteurs et l'évaluation de l'impact et de la durabilité des actions de lutte.

+ **CD-ROM** : Il comporte les fichiers suivants : Diaporama présentant les concepts, mécanismes et méthodes de lutte contre la désertification, mécanismes de la CCD, LCD dans les projets de développement sous Adobe Acrobat Reader, Base de données bibliographiques (Access 97 / 2000)

Au total, il s'agit d'un ouvrage complet et accessible. A se procurer absolument !

Pour tout renseignements contacter :

AFD Agence Française de développement (AFD)

5, rue Roland Barthes - 75598 Paris cedex 12

tél. : (33)1.53.44.31.31 - Fax : (33)4.44.87.99.39

Ou

le Comité scientifique Français Désertification (CSFD)

911, avenue Agropolis - BP 64051

34394 Montpellier cedex 5

tél. : (33)4.67.41.62.50 - Fax : (33)4.67.41.62.



• **Les cahiers de l'Agroécologie : le cahier 9 - l'agroécologie tropicale**

Sous les tropiques, un climat excessif et des sols fragiles rendent encore plus importante que dans des pays tempérés une gestion rationnelle de la fertilité durable des sols. Dans cet ouvrage, l'auteur développe les éléments clés de l'agroécologie tropicale : climats tropicaux, sols, hommes, techniques, quelques cultures tropicales et 25 plantes potagères tropicales.

Auteur : R. Morez, 325 p., 49€

Contacts : Perrault éditions

La ville Goût, 22130 CORSEUL

tél. : 02.96.27.91.51 fax :02.96.82.77.56

[yvonnick.perrault@wanadoo.fr](mailto:yvonnick.perrault@wanadoo.fr), <http://pro.wanadoo.fr/yvonnick.perra>

• **Johannesburg Sommet Mondial du Développement Durable Quels enjeux ? Quelle contribution des scientifiques**

Dès 1972, à la conférence de Stockholm, l'environnement s'invite dans les débats sur le développement économique. Depuis cette date, et suite à la conférence de RIO, le progrès considérable des connaissances scientifiques a accompagné les étapes de la prise de conscience internationale et a contribué à l'élaboration de Conventions notamment sur le Climat et la Biodiversité. Dans cet ouvrage, des scientifiques français tentent de saisir les étapes de cette prise de conscience des enjeux du développement durable et de donner les éléments nécessaires à la compréhension de ce qui fut discuté à Johannesburg.

Auteurs : Robert Barbault, Antoine Cornet, Jean Jouzel, Gérard Mégie, Ignacy Sachs, Jacques Weber  
210p.,13€

Contact : Associations pour la diffusion de la pensée française (Adpf), traductions anglaise et espagnole disponible sur le site [www.adpf.asso.fr](http://www.adpf.asso.fr)

• **Initiation à l'agroforesterie en zone sahélienne. Les arbres des champs du plateau central au Burkina Faso**

Cet ouvrage propose une approche originale, systématique et globale, des plantes, des champs et des terroirs. Traditionnellement, les systèmes agricoles du Sahel sont caractérisés par une présence importante des arbres. Confrontées à une forte croissance démographique, les sociétés sahéliennes doivent accroître leur production et mieux connaître les arbres du Sahel pour adapter leurs pratiques agricoles aux conditions actuelles. L'auteur de ce livre a choisi des exemples au Burkina Faso, au Sénégal, au Mali et en Côte d'Ivoire. Après une réflexion de fond sur l'arbre et sa place dans les systèmes agricoles sahéliens, l'auteur s'attache à faire mieux connaître les principales espèces rencontrées.

Auteurs : Daniel-Yves Alexandre, 224p.,24.40€

Contact : éditions IRD-Karthala, collection Economie et développement, [diffusion@bondy.ird.fr](mailto:diffusion@bondy.ird.fr)



- **Développement durable ? doctrines, pratiques, évaluations**

Derrière le concept de développement durable se cachent une multitude de sens qui ont fait l'objet de nombreuses études ces vingt dernières années. L'intention des contributions réunies dans cet ouvrage est de faire état de quelques approches significatives permettant de questionner les réalités sociales et économiques de ce développement durable : la construction des questions, l'évolution des concepts, la définition des conventions et des politiques, l'émergence de nouveaux acteurs et les contextes globaux et locaux. Organisé en trois grandes rubriques, ce livre aborde différents aspects du développement durable : les doctrines qui les sous-tendent, l'évolution des pratiques locales face au discours dont il est porteur, et enfin son insertion dans les grands enjeux de la mondialisation. Ainsi comme le montre cet ouvrage, questionner le développement durable, c'est aussi le remettre en question.

Sous la direction de Jean-Yves Martin, 344p., 25€

Contact : IRD éditions, 2002, [diffusion@bondy.ird.fr](mailto:diffusion@bondy.ird.fr)



## 11 Ces arbres qui cachent le désert chinois

Pour lutter contre la désertification, Pékin a lancé un programme de reforestation massive. Occultant les vrais «coupables» : la pression démographique et la surexploitation des terres arables.

Par Pierre HASKI, Lundi 26 août 2002, LIBERATION

Jiao Zhongmin, envoyé spécial

Au bout, tout au bout d'une longue route, dans le nord-ouest de la Chine, les officiels attendent au bord d'un champ pour nous montrer l'objet de leur fierté : de tout jeunes arbres, récemment plantés par les villageois de Jiao Zhongmin, de maigres tiges ballottées par le vent, objet de tous les soins au milieu d'un paysage grandiose mais desséché. Nous sommes dans le Ningxia, l'une des provinces les plus arides du pays, l'un des «fronts» de la bataille contre le désert que mène la Chine.

Ces arbres, que le chef local du Parti communiste présente comme autant de victoires sur l'ennemi, participent d'une double ambition des autorités : lutter contre la désertification et atténuer la pauvreté criante de cette région. Pour faire d'une pierre deux coups, le gouvernement pousse les paysans, qui vivent de plus en plus difficilement de leurs maigres récoltes, à transformer une partie de leurs terres cultivables en plantations d'arbres, en échange d'un versement de céréales pendant une durée de sept ans. Dans tout le nord de la Chine, on voit ainsi apparaître des forêts de jeunes pousses : dans le nord du Shaanxi, une autre région de collines arides, les jeunes arbres sont impeccablement alignés, chaque tronc protégé par un muret de pierres. A l'entrée de Shijiazhuang, la capitale du Hebei, au sud de Pékin, ce sont des milliers de soldats, drapeau rouge au vent, qui sont de corvée de plantation d'arbres pour ériger une ceinture verte autour de cette ville qui bat tous les records de pollution. Autour de Pékin, le quatrième comme le cinquième périphérique en construction de cette mégalopole qui enflé sans cesse ont eux aussi leurs zones tampons de milliers d'arbres, comme pour faire oublier les voitures qui passent au milieu de la coulée verte en répandant leurs gaz polluants...

**Faire et défaire.** Le nouveau programme de plantation de millions d'arbres, qui fait suite à plusieurs autres lancés depuis vingt ans, est massif, impressionnant, volontariste comme on sait l'être dans la patrie de Mao Zedong. Et, il faut bien l'avouer, parfois déconcertant. Combien de ces arbres survivront-ils? Seront-ils suffisants pour inverser une dégradation écologique d'une ampleur catastrophique? Les experts sont divisés et, pour beaucoup, pessimistes. Les plus cyniques ironisent sur l'entrain avec lequel la Chine plante aujourd'hui des arbres, le même que celui avec lequel elle les a arrachés dans les années 50 et 60, les pires années pour l'environnement chinois, lorsque le Grand Timonier Mao se croyait plus puissant que la nature... L'état des lieux, auquel vient de procéder un rapport très fouillé de l'ONU (1), est des plus inquiétant. Dans le nord-ouest de la Chine, la désertification a déjà gagné huit millions d'hectares, chiffre que le rapport qualifie d'«*estimation effrayante*». Elle menace encore quelque quatre millions d'hectares de terres cultivées et cinq millions d'hectares de steppe. Et le rythme s'accélère.

Principal coupable: l'homme. Les zones de steppe converties en terres cultivables sont ruinées en quelques années... La surexploitation des pâturages s'élève en moyenne à 30 % dans le nord-ouest du pays, et jusqu'à un record de 250 % dans le seul Ningxia... La dégradation de la qualité des sols fait de la



Chine «un des pays connaissant la plus sévère érosion au monde»... Selon ce rapport, les programmes de reforestation lancés jusqu'ici «n'ont obtenu que de maigres résultats. Ceci est en partie dû à une gestion déficiente, particulièrement s'agissant des soins à apporter une fois l'arbre planté», et au «manque d'attention à la question de la biodiversité lorsque l'on procède à des reforestations massives».

**Fleuves perdus.** Dans son bureau du Centre de recherche sur les ressources naturelles, qui dépend de l'Académie des sciences, le professeur Su Daxue ne dément rien de ce qui précède. Il désigne lui aussi le coupable : «La cause principale est humaine, c'est l'augmentation de la population et l'usage excessif de la terre.» Il donne l'exemple d'un lac du nord-ouest sur lequel, enfant dans les années 50, il faisait du bateau pendant deux heures sans voir l'autre rive, et qui est aujourd'hui à sec, entièrement converti en terres agricoles. Il s'insurge encore contre ces fleuves «qui n'arrivent plus à la mer». C'est le cas du fleuve Jaune, cœur de la mythologie chinoise, en raison d'une mauvaise utilisation de l'eau en amont. Un autre expert chinois, qui souhaite rester anonyme, cite l'exemple de ces colonies militaires de peuplement de la province occidentale du Xinjiang, créées par l'Armée populaire de libération dans les années 50 pour ancrer la présence chinoise en terre ouïgoure, et qui ne se sont développées qu'en pompant autant d'eau qui n'arrive plus en aval... «Si vous avez 40 000 hectares d'oasis, vous aurez au moins 36 000 hectares de désert de plus en aval», estime-t-il. Ces colonies militaires comptent jusqu'à deux millions d'habitants et constituent un monde à part au Xinjiang. Un monde qui consomme beaucoup d'eau.

A l'Académie des sciences, le professeur Su, un amoureux de la steppe, ne voit pas d'un très bon œil les plantations massives d'arbres. Il juge l'exercice absurde dans les zones où la pluviométrie est inférieure à 300 mm par an et parle même de «gaspillage» dans bien des cas, dans la mesure où beaucoup d'eau est nécessaire pour les garder en vie, au détriment d'autres activités humaines. Il estime qu'il faudrait privilégier des herbes sauvages plus adaptées à la nature de ces régions, au lieu d'appliquer de manière aveugle des directives centralisées. «Il faut revoir cette politique de plantation d'arbres dans les régions désertiques ou semi-désertiques. C'est une erreur de croire qu'on pourra transformer le nord-ouest à l'image luxuriante du sud de la Chine», dit-il.

Mais la Chine étant ce qu'elle est, l'avis des experts n'est pas toujours suivi. D'autant que la concurrence entre ministères a joué à fond, et que c'est le ministère des Forêts qui a remporté le jackpot : 100 milliards de yuans (environ 12 milliards d'euros) de budget rien que pour planter des arbres... Et une alliée de poids en la personne de la propre sœur du président Jiang Zemin, qui est présidente de l'Académie chinoise des forêts... Loin de ces sordides manœuvres de coulisse, les paysans de Jiao Zhongmin y croient et prennent soin de leurs maigres arbres. En espérant que cette «muraille de Chine verte» suffira à bloquer l'avancée du désert.

(1) *Making Green Development a Choice, China Human Development Report 2002*, Stockholm Environment Institute, Programme des Nations unies pour le développement. Oxford University Press, New York, 2002.



## 12 Les sites Internet

### @ Base de donnée Désertification :

Le site du RIOOD -Réseau International des ONG sur la Désertification- propose de nombreux contacts dont : tous les points focaux régionaux du RIOOD, prendre contact avec eux lorsque l'on anime un projet dans la zone concernée peut être très enrichissant et éviter quelques fausses pistes. Le site permet aussi de faire des recherches par type d'organismes, activités, géographie...

[www.riodccd.org](http://www.riodccd.org)

### @ Répertoire d'acteurs : environnement et développement durable en Méditerranée :

Le site de l'association *pS-Eau (Programme Solidarité Eau)* met à disposition de nombreuses bases de données, dont tout récemment celle-ci, permettant de faire des recherches thématiques et géographiques parmi plus de 500 acteurs en Méditerranée.

A la recherche par acteurs sur le thème Lutte contre la Désertification, répondent plus de 125 contacts. Ce répertoire a été publié en format papier en novembre 2001. Bref, un bon moyen d'agrandir vos réseaux et de partager les expériences d'une rive à l'autre.

[www.pseau.org/edmed](http://www.pseau.org/edmed)

### @site Internet de la CCD :

les dernières informations sur la convention notamment, le déroulement du CRIC de Novembre avec un bulletin pour la première et deuxième semaine (en anglais et français), les différentes allocutions, les documents officiels ...

[www.unccd.int](http://www.unccd.int)

### @site Internet de la FAO

- Le **Service d'archivage des documents de la FAO** est une bibliothèque électronique qui regroupe la collection volumineuse des publications et des documents de réunions en *texte intégral, sous format électronique*.  
Depuis sa création en 1998, plus de 6 000 documents ont été convertis au langage HTML pour permettre aux utilisateurs du monde entier de télécharger *gratuitement* de précieuses informations agricoles.  
Plusieurs paramètres de recherches (titre, langue, année de publication, mots-clés ) sont proposés pour accéder aux documents qui, une fois localisés, peuvent être consultés en ligne, téléchargés dans un fichier PDF ou achetés sur support papier, s'ils sont en vente.
- Le nouveau catalogue des publications 2002 est disponible sur CD-ROM



## LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

### Désertification et société civile - Novembre - Infos en bref n°5

- Site riche en statistiques notamment TERRASTAT regroupe des bases de données sur les principaux problèmes de sol, les terres sèches et désertiques, la répartition de la population, l'analyse des terrains en pente raide, la gravité de la dégradation des sols et la dévastation des terres induites par les activités agricoles.

<http://www.fao.org>

**@Centre virtuel pour la recherche et le développement interactions entre élevage, environnement et développement.** Plate-forme hispanique , anglophone et francophone riche en informations (outils de support à la décision, référencement d'expert avec possibilité de les contacter par mail, bibliographie...) sur les interactions entre élevage et environnement.

<http://www.virtualcentre.org>

**A suivre...**